

Marcher debout quand souffle le vent de guerre

En ces temps où la République murmure des mots de Guerre, il faut parler tenir la tranchée de la Paix... Notre époque légifère sur l'exception, gouverne par décret, et prépare les esprits à l'État de siège avant même que les canons ne tonnent. La liberté de Pensée n'est pas réservée aux temps calmes : elle révèle sa nécessité dans la tempête.

Avec le Projet de loi actualisant la **Loi de Programmation Militaire 2024-2030**, l'Exécutif se dote d'un quatrième Régime juridique d'exception, baptisé « État d'alerte de sécurité nationale ». À côté de l'État d'urgence, de l'État de siège et de l'article 16, voilà un nouvel outil taillé pour suspendre sans contrôle parlementaire effectif, des pans entiers du Droit du Travail, de l'Environnement, des Libertés individuelles... Ce n'est pas une mesure de Défense nationale, c'est une mise en situation de Guerre permanente de la Société civile. (p. 8)

Ce régime d'exception n'est pas né du vide : il s'inscrit dans une longue tradition de la V^e République. L'Histoire nous enseigne que les instruments forgés pour l'urgence deviennent les outils ordinaires du Pouvoir. Vichy nous rappelle les Pleins Pouvoirs, votés même par des Parlementaires de gauche, et les Lois d'exception qui entraînèrent une terrible répression.

Voilà pourquoi nous revenons longuement sur la Deuxième Guerre mondiale, le Nazisme, le Pétainisme, la *Collaboration* et une Épuration qui fut bien plus clémentine qu'on ne le dit (p. 17). Il y eut 55 000 personnes jugées pour faits de Collaboration, mais peu de

fonctionnaires sanctionnés, alors que l'Appareil d'État avait massivement servi le **Régime de Vichy**. L'Église catholique, qui bénit Pétain jusqu'aux derniers jours, fut la grande épargnée.

La **Liberté de Pensée**, implique aussi de ne pas détourner les yeux des génocides en cours. **Khaled A. Beydoun** dans *Témoins du Génocide à Gaza*, décrit une guerre menée par algorithme, où des logiciels décident qui doit mourir, où 100

Civils peuvent être « autorisés » à périr pour éliminer un présumé Combattant. L'Histoire, hélas, se répète — et ceux qui se taisent face au massacre des **Palestiniens**, à commencer par les Églises qui ne défendent pas leurs propres Fidèles Chrétiens de Gaza, portent une lourde responsabilité. (p. 11)

Alléluia ! Voici l'Encyclique *Magnifica Humanitas* de Léon XIV, annoncée comme prophétique par le petit monde catholique. (p. 27) À y regarder de près, elle dit certes quelques vérités sur les périls de *l'Intelligence artificielle* et de la « *Guerre mondiale par morceaux* », mais elle refuse de nommer les responsables, esquivant la question du **Génocide à Gaza**, et réaffirme la Doctrine sociale de l'Église comme seule boussole possible. Le **Vatican** qui soutient le Capital depuis des siècles ne peut condamner les fruits de ce Capital sans hypocrisie.

N'oublions pas non plus **François Hollande**, dont l'œuvre anti-laïque mérite d'être rappelée sans indulgence alors qu'il se prépare lui aussi pour 2027. Il voulait inscrire la Laïcité dans la Constitution mais a surtout renforcé le *Concordat*, nommé **Manuel Valls** à l'Intérieur, transformé la Laïcité en instrument de contrôle des Consciences et associé sémantiquement les **Musulmans** au Terrorisme. **Jean Jaurès** l'avait dit : « *la République restera Laïque si elle sait rester Sociale.* » Hollande n'a jamais su rester social. (p. 13)

Enfin nous rendons hommage à **Jean Ziegler**, disparu le 10 juin, qui affirmait qu'« *un enfant qui meurt de faim est assassiné* ». Il nous rappelait que la **Libre Pensée**, si elle reste étrangère au Combat social, ne comptera jamais dans ses rangs que des amateurs de beaux discours. (p. 10)

■ **Benoît Schneckenburger**, Président de la Libre Pensée

